



Westminster & City News

NUMÉRO 15

Du 13 au 19 avril 2018

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCES PUBLIQUES

Le ministre délégué au Budget s'est exprimé sur l'évolution des dépenses publiques britanniques – Lors d'une intervention à São Paulo, le n°2 du *HM Treasury* a déclaré qu'il n'y aura pas d'augmentation supplémentaire des dépenses publiques à moins que la croissance de l'économie soit supérieure au taux de croissance annuel moyen de 1,4 % prévu par l'*Office for Budget Responsibility*. Alors que les pressions sur les finances publiques se réduisent (réduction du déficit à 45,2 Md£ pour 2017-18, en ligne avec les objectifs budgétaires), le gouvernement craint une accumulation des demandes de dépenses supplémentaires. D'après L. Truss, si le gouvernement augmente les dépenses publiques avant que la croissance ne soit plus robuste, cela pourrait conduire à une hausse de la dette ou des impôts. À l'occasion du *Spring Statement*, le Chancelier Hammond avait laissé entendre que les restrictions budgétaires pourraient s'assouplir si l'amélioration des finances publiques continuait de dépasser les prévisions.

La pression sur les finances publiques des autorités locales s'accroît – D'après le *National Audit Office*, depuis le début des coupes budgétaires du gouvernement en 2010, les dotations du gouvernement central vers les autorités locales ont été réduites de 49 % en termes réels (de 2010-2011 à 2017-2018). L'endettement des autorités locales occupe aujourd'hui une place centrale dans les débats autour des futures élections locales de mai 2018 et les partis de l'opposition critiquent largement la politique de restriction budgétaire du gouvernement. Les réserves des autorités locales sont de 8 Mds £ plus élevées qu'en 2010 en valeur absolue, mais 70 % des autorités locales assumant des missions sociales ont vu leurs réserves budgétaires diminuer au cours de ces deux dernières années. Ce phénomène d'amenuisement des réserves des collectivités locales s'explique par la hausse continue des dépenses sociales auxquelles elles sont confrontées.

INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES

L'inflation continue de se réduire en mars – L'indice des prix à la consommation fut de 2,5 % en mars après 3 % en janvier et 2,7 % en février, en-dessous des prévisions du comité de politique monétaire (MPC) à 2,8 % (consensus à 2,7 %). L'inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation) a également ralenti pour atteindre 2,3 % (-0,1 pt). Ces chiffres, reflétant une dissipation plus rapide qu'anticipée de l'inflation importée, pourraient donc impliquer un retour à la cible de 2 % plus rapide que prévu – le MPC ne prévoit pas de retour à 2,4 % avant le T4 2018. Cette réduction est surtout due à la baisse de l'inflation sous-jacente des biens qui a atteint 1,9 % en mars (-0,5 pt) alors que l'inflation des services a légèrement augmenté à 2,5 % (+0,1 pt). Cette baisse de l'inflation, couplée à une croissance économique qui s'annonce modérée au T1 2018, pourrait réduire les probabilités de hausse des taux en mai. Lors d'un discours prononcé au FMI jeudi, M. Carney, Gouverneur de la BoE, a déclaré que les dernières données économiques n'allaient pas forcément dans le sens d'une hausse dès mai.

Pour la première fois en un an, la croissance des salaires réels fut positive en février – L'ONS a publié mardi dernier ses [données](#) sur le marché du travail. Le taux de chômage a atteint 4,2 % en février (-0,1 pt par rapport à janvier), soit le taux le plus faible depuis 1975. Le taux d'emploi fut de 75,4 % (+0,1 pt), son niveau le plus élevé depuis 1971. La population active occupée a augmenté alors que le nombre de chômeurs s'est réduit et que la

population inactive a peu évolué. Ce resserrement commence à se manifester sur les salaires. Après avoir atteint 2,6 % en décembre, la croissance annuelle des salaires nominaux (hors prime) fut de 2,8 % en février, soit la progression la plus rapide depuis l'été 2015. La croissance des salaires réels fut positive pour la première fois en un an en février à 0,2 % (+0,4 pt). Pour le MPC, la perspective des pressions inflationnistes qu'alimenterait la hausse des salaires constitue la principale justification de la politique de hausse progressive des taux d'intérêt.

Un tiers des *Millennials* britanniques serait locataire jusqu'à l'âge de la retraite – Selon un [rapport](#) publié par le think tank *Resolution Foundation*, la moitié des *Millennials* (population née entre 1988 et 2000) restera locataire jusqu'à une quarantaine d'années et un tiers d'entre eux jusqu'à l'âge de la retraite. L'inaccessibilité croissante des logements conduirait à une hausse des allocations logement des retraités, passant de 6,3 Md£ aujourd'hui à 16 Md£ en 2060. Le nombre de familles vivant dans des *assured short-hold tenancies* (locations à rupture de bail facilitée) a triplé au cours des 15 dernières années pour atteindre 1,8 M. Le think tank propose à court terme d'accroître la sécurité des locations, de limiter la croissance des loyers à l'inflation pour les trois prochaines années et de réduire la durée et le coût des procédures juridiques entourant les conflits. D'autres mesures visant à stimuler la construction, limiter la concentration de la propriété et aider les individus achetant leur première maison sont également proposées.

COMMERCE ET INVESTISSEMENT

Th. May annonce la création du *Commonwealth Standards Network* lors du sommet du Commonwealth – Dans le [discours](#) d'ouverture, Th. May a annoncé la création d'un groupe d'experts nationaux, le *Commonwealth Standards Network*, qui vise à aider les pays en développement du Commonwealth à se conformer aux normes internationales. Le RU devrait en outre financer le *Trade Facilitation Programme* afin d'offrir une assistance technique à certains États du Commonwealth pour la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (AFE). Selon le Secrétariat du Commonwealth, les échanges commerciaux entre les membres de cette organisation sont d'environ 560 Md\$US chaque année et pourrait atteindre 700 Md\$US d'ici 2020. Le sommet du Commonwealth a pris place à Londres du 16 au 20 avril en présence de 53 chefs de gouvernement, dont les Premiers ministres indien, canadien et australien. En marge de cet événement, les entreprises britanniques ont [signé](#) plusieurs contrats avec des partenaires du Commonwealth s'élevant à plus de 1,5 Md£.

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

RÉGULATION FINANCIÈRE

La PRA détaille dans son programme 2018/19 sa stratégie pour assurer la résilience du secteur financier – La [méthode](#) de la PRA repose sur des niveaux et une qualité appropriés de capital et de liquidités, une gestion des risques efficace, des *business models* robustes, et une gouvernance solide incluant une responsabilité claire des cadres dirigeants. La PRA met en place un régime réglementaire détaillant des standards prudentiels, et s'assure qu'ils sont respectés. Elle veille à ce qu'une faillite d'entreprise financière cause un minimum de perturbation à la provision de services financiers clefs, et ne se propage pas au reste du secteur, en ayant une stratégie de résolution avec des réponses proportionnées au caractère systémique de l'entreprise. Elle contrôle que banques et assureurs ont en place des plans crédibles leur permettant une reprise rapide en cas de crise. Son objectif secondaire de garantie de la concurrence doit être considéré dans les décisions de la PRA. Suite au Brexit, la PRA doit délivrer une transition sans heurts vers un nouveau cadre réglementaire résilient et viable pour les services financiers.

Le *Treasury* réaffirme son engagement aux accords de Bâle III et souhaite une application proportionnée – Le Trésor [accueille](#) favorablement la finalisation des accords de Bâle III de décembre 2017. La crise bancaire de 2008 a coûté au RU en valeur nette 43 % de PIB. Dans ce contexte, le RU soutient l'augmentation du capital des banques et la sensibilité accrue aux risques des approches standardisées de Bâle III. Il juge néanmoins nécessaire des études additionnelles pour une mise en œuvre proportionnée des exigences en capital pour les petits créanciers et du seuil minimal de capital pour les petites banques utilisant des modèles internes (*output floor*). Le Trésor considère que les accords sont un ensemble équilibré, bien qu'il s'agisse de standards minimums, et refuse qu'une juridiction puisse choisir dans la mise en œuvre. Le pays juge de plus que l'exécution des accords de 2017 ne doit pas être différée et que le calendrier de la Commission est trop lâche.

Lancement de l'examen de la gestion de la *Financial Reporting Committee* – Le régulateur comptable va faire face à un [examen minutieux](#) de son approche de la gestion des conflits d'intérêts dans le cadre d'un examen de ses

activités. Le BEIS a déclaré mardi que l'examen du FRC annoncé il y a un mois par G. Clark serait piloté par Sir John Kingman, un ancien du HMT. M. Kingman examinera la gouvernance et la transparence de la FRC, la manière dont elle traite les conflits d'intérêts, ainsi que son indépendance, son impact et ses ressources. M. Kingman a également la possibilité de recommander que la FRC soit dotée de pouvoirs accrus, notamment en ce qui concerne la possibilité d'enquêter sur les administrateurs de société qui ne sont pas enregistrés en tant que comptables.

BOURSE

David Schwimmer a été choisi par le *London Stock Exchange* pour remplacer Xavier Rolet – David Schwimmer, Américain ayant précédemment travaillé pendant 20 ans chez Goldman Sachs, a été nommé par le LSE au poste de directeur exécutif à partir du 1^{er} août 2018. Xavier Rolet avait démissionné en novembre 2017. Le LSE a également confirmé le départ en 2019 de son Président, Donald Brydon. David Schwimmer devra s'impliquer dans les négociations de la sortie du RU de l'UE, par exemple concernant la chambre de compensation détenue par la LSE. Le cours de bourse de la LSE a augmenté de 0,7 % à 42,74£ lors de l'annonce. David Warren, directeur exécutif par intérim de la LSE, reprend ses fonctions de directeur financier du groupe. Xavier Rolet avait fait passer la valeur du LSE de 800 M£ à près de 14 Md£ sous son mandat.

FINTECH & BLOCKCHAIN

TransferWise est la 1^{ère} Fintech à obtenir un accès direct au système de paiement interbancaire de la BoE – TransferWise est le premier prestataire de paiement non-bancaire à détenir un compte au sein du *Real Time Gross Settlement system* de la BoE, lui permettant d'effectuer des paiements au RU sans passer par une banque commerciale, et ainsi avec plus rapidement et à moindre coût. K. Käärmann, son directeur exécutif, a affirmé que cela se traduirait par une nouvelle diminution des frais pour les clients de TransferWise, alors que la Fintech a déjà beaucoup diminué ses tarifs au cours des derniers mois. Le gouverneur de la BoE a déclaré qu'en favorisant ainsi la concurrence et l'innovation, la Banque renforçait la stabilité du système financier (en augmentant les transactions faites en monnaie centrale et en réduisant le nombre de *single points of failure*) tout en améliorant l'expérience des consommateurs. Cette mesure permettra aux fintechs de concurrencer les banques sur un *level playing field*, et d'accéder à divers programmes de paiement (ex. *Faster Payments*, Bacs, CHAPS, LINK, Visa ou chèque digital).

Santander lance un système de paiement transfrontalier fondé sur le blockchain – Première banque internationale à proposer des paiements transfrontaliers basés sur le *blockchain*, Santander souhaite concurrencer des fintechs telles que TransferWise. Son service « One Pay FX » est disponible pour ses clients en Espagne, au RU, au Brésil et en Pologne, mais l'objectif de Santander est de rendre ces fonctionnalités disponibles sur une application également utilisable par les clients d'autres banques. Le lancement dans ces quatre pays représente néanmoins déjà environ la moitié des opérations de change effectuées par les clients particuliers de Santander, et la banque souhaite étendre ce service à d'autres pays et aux PME dans les prochains mois. *One Pay* utilise la *distributed ledger technology* développée par la fintech californienne Ripple, permettant de voir le montant exact de devise arrivant à destination avant d'effectuer le virement, et diminuant le temps de l'opération de plusieurs jours à plusieurs heures. Santander travaille de plus à rendre ses virements instantanés dans plusieurs marchés d'ici l'été 2018.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Robin Fournier, Laura Guenancia, Louis Martin et Margaux Sauvaget.

Revu par : Philippe Guyonnet-Dupérat

Version du 19 avril 2018